



POUR UN PLFSS 2017 QUI AMÉLIORE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

La seule logique de baisse budgétaire à visée d'austérité du gouvernement conduit non seulement à des restrictions en matière de postes, de salaires, de lieux d'accueil du public ou de soins...

Par exemple : Plus de 20 000 emplois supprimés depuis 2003 pour l'assurance maladie, dont 4 800 au titre de la COG 2014/2017 !

Austérité rime avec mutualisations !

Ces mutualisations s'inscrivent dans le cadre de la RGPP (révision générale des politiques publiques) transformée depuis en MAP (modernisation de l'action publique) n'ayant qu'un seul but, réaliser des économies dites d'échelle sur le dos du service public et de son personnel, contribuant ainsi, à la casse de l'institution sécurité sociale.

Dans les branches de la sécurité sociale, ce ne sont que fermetures de lieux d'accueil.

Ce ne sont plus seulement les fonctions périphériques ou supports qui sont mutualisées, mais bien l'essence et le cœur même de nos missions de protection sociale.

Le PLFSS 2017 : machine infernale contre notre Sécurité Sociale et les conditions de travail des agent-e-s et des salarié-e-s... Qui subissent :

- ➡ Mobilité fonctionnelle et/ou géographique,
- ➡ Mobilité interne ou reclassement
- ➡ Déqualifications et remise en cause du sens de leur travail,
- ➡ Perte de proximité
- ➡ Casse du lien social, de l'intérêt au travail et du collectif de travail,
- ➡ De nouveaux Risques Psychosociaux, engendrant la « souffrance au travail »,
- ➡ Amplification de l'automatisation et de la politique du chiffre.

La CGT revendique une sécurité sociale telle que l'envisageait le Conseil National de la Résistance.

Il s'agit donc de faire face aux aléas de la vie selon nos besoins quels que soient nos moyens. Sa gestion doit être redonnée aux salarié-e-s en remettant en place l'élection de leurs représentant-e-s aux conseils d'administration. Les administratrices et administrateurs retrouveraient ainsi le pouvoir, dans chaque caisse, de décider des politiques de santé, de prévention et de gestion.

Ses revenus doivent être assis sur les revenus du travail et de la finance. Son service rendu au public doit être de qualité et de proximité.



S'OPPOSER À CES MUTUALISATIONS C'EST REFUSER L'AUSTÉRITÉ, SEUL OBJECTIF DU PLFSS



POUR UN PLFSS 2017 QUI AMÉLIORE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

La seule logique de baisse budgétaire à visée d'austérité du gouvernement conduit non seulement à des restrictions en matière de postes, de salaires, de lieux d'accueil du public ou de soins...
Par exemple : 22 000 suppressions de postes et 16 000 fermetures de lits dans les hôpitaux. Des réductions d'effectifs drastiques dans la santé privée, l'action sociale et le médicosocial.

Austérité rime avec mutualisations !

Ces mutualisations s'inscrivent dans le cadre de la loi Touraine dite de « modernisation de notre système de santé » avec la mise en place de GHT et les fusions et regroupements d'établissements. Les économies escomptées (3 milliards d'euros en 3 ans) réduisent l'offre de soin et d'accueil dans les territoires, et participent de la destruction du service public.

Il ne s'agit pas d'amélioration de la qualité des soins et de la prise en charge, mais bien de rationalisation aux dépens des besoins de la population.

Le PLFSS 2017 : machine infernale contre notre Sécurité Sociale et les conditions de travail des agent-e-s et des salarié-e-s...

Qui subissent :

- ➔ Mise en place des GHT,
- ➔ Restructurations du secteur sanitaire et social,
- ➔ Glissements de tâches et remise en cause du sens de leur travail,
- ➔ Manque d'effectifs et rappel sur les repos,
- ➔ Casse du lien social, de l'intérêt au travail et du collectif de travail,
- ➔ Augmentation des Risques Psychosociaux, engendrant la « souffrance au travail »,
- ➔ Non reconnaissance des qualifications notamment dans les métiers à prédominance féminine,
- ➔ Amplification de la politique du chiffre,
- ➔ perte de reconnaissance de la pénibilité.

La CGT revendique une Sécurité sociale telle que l'envisageait le Conseil National de la Résistance.

Il s'agit donc de faire face aux aléas de la vie selon nos besoins, quels que soient nos moyens. Une politique de santé répondant aux besoins par un financement pérenne des hôpitaux et des structures d'action sociale.

L'annonce d'un soi-disant équilibre de la Sécurité sociale est un mensonge. Le déficit des comptes des hôpitaux augmente. Le gouvernement a décidé de ponctionner l'argent des agent-e-s en siphonnant les fonds de la formation hospitalière (l'ANFH), du Fonds d'Emploi Hospitalier (FEH) et de la Caisse Nationale de Solidarité et de l'Autonomie (CNSA).

Le transfert de déficit de la Sécurité sociale vers le budget des hôpitaux en nous faisant croire à l'équilibre des comptes est un mensonge.

La vie et la prise en charge des patient-e-s ne peut être envisagée par des notions budgétaires qui limitent l'offre de soin en diminuant les conditions de travail et donc d'accueil des usagers.



S'OPPOSER À CES MUTUALISATIONS C'EST REFUSER L'AUSTÉRITÉ, SEUL OBJECTIF DU PLFSS.